

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 439 185 €.  
Siège social : 12, place des Etats-Unis – CS 70052 – 92547 Montrouge Cedex.  
414 886 226 R.C.S. Nanterre.  
*Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 24 mai 2024*

I. BILAN ET HORS BILAN AU 31/12/2023  
(En euros)  
Annule et remplace la publication du 1<sup>er</sup> juillet 2024

Actif	31/12/2023	31/12/2022
Caisse, banques centrales, C.C.P.	162 548 103,28	60 988 992,20
Créances sur les établissements de crédit	5 335 353 416,29	4 867 744 037,42
Opérations avec la clientèle	9 509 033 513,03	15 467 789 342,66
Obligations & autres titres à revenu fixe	5 653 028 194,53	5 423 631 537,53
Actions & autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Autres actifs	11 722 543,42	15 043 295,01
Comptes de régularisation	19 067 800,38	18 839 506,95
TOTAL DE L'ACTIF	20 690 753 570,93	25 854 036 711,77

Passif	31/12/2023	31/12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	4 599 616 078,82	4 050 580 000,00
Opérations avec la clientèle	15 525 267 779,04	21 354 135 017,82
Autres passifs	5 853 182,49	30 340,67
Comptes de régularisation	26 225 790,83	24 897 162,06
Provisions pour risques et charges	2 922 348,87	13 340 034,63
Dettes subordonnées		0,00
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		,000
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	530 868 390,88	411 054 156,59
Capital souscrit	2 439 185,00	2 439 185,00
Prime d'émission		0,00
Réserves	323 235 904,14	318 892 942,03
Report à nouveau (+/-)	2 862 267,45	2 862 787,30
Résultat de l'exercice (+/-)	202 331 034,19	86 859 242,26
TOTAL DU PASSIF	20 690 753 570,93	25 854 036 711,77

Hors bilan	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	400 000 000	400 000 000
Engagement reçus d'établissement de crédit	400 000 000	400 000 000
ENGAGEMENT DE GARANTIE	6 352 371 051	6 529 674 605
Engagements reçus d'établissement de crédit	499 222 614	499 410 646
Engagements reçus de la clientèle	5 853 148 436	6 030 263 959

II- Compte de résultat  
(En euros)

Compte de résultat	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS & CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
+ Intérêts & produits assimilés	1 115 172 571,25	533 500 026,00
- Intérêts & charges assimilées	(748 648 296,41)	(273 715 072,89)
+ Revenus des titres à revenue variable		0,00
+ Commissions (produits)	38 422 257,22	19 214 323,50
- Commissions (charges)	(120 839 055,66)	(126 513 004,36)
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation	(670 249,16)	(1 020 886,18)
+/- Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement	(5 858 764,09)	(62 355,52)
+ Autres produits d'exploitation bancaire	7 150,03	1,56
- Autres charges d'exploitation bancaire	(2 740 543,02)	(2 579 075,37)
+/- correction sur exercices antérieurs		-
PRODUIT NET BANCAIRE	274 845 070,16	148 823 956,74
- Charges générales d'exploitation	(16 221 709,91)	(16 551 357,17)
- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisation	0,00	0,00
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	258 623 360,25	132 272 599,57
+/- Coût du risque	13 230 437,04	(8 564 015,31)
RESULTAT D'EXPLOITATION	271 853 797,29	123 708 584,26
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,00	0,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	271 853 797,29	123 708 584,26
+/- Résultat exceptionnel	0,00	0,00
- Impôt sur les bénéfices	(69 522 763,00)	(36 849 342,00)
+/- Excédent des dotations sur les reprises du FRBG	0,00	0,00
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	202 331 034,29	86 859 242,26

**Affectation du résultat**  
(Exercice clos le 31 décembre 2023)

L'Assemblée Générale, statuant en la forme ordinaire, ayant pris connaissance du rapport annuel de gestion du Directoire et du rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, sur proposition du Directoire, après avoir constaté que le résultat bénéficiaire de l'exercice social clos le 31 décembre 2023 s'élève à **202.331.034,29** euros, décide d'affecter ce résultat comme suit :

- Affectation d'une somme de **10.116.551,71** euros à la réserve prévue à l'article 26 des statuts,
- Mise en distribution d'un dividende de **192.214.400,00** euros au titre de l'exercice 2023, après constatation que la société est dégagée de ses autres obligations de dotations de réserves et après constatation que le bénéfice distribuable s'élève à **195.076.750,03** euros, après prise en compte du report à nouveau antérieur créditeur de **2.862.267,45** euros.

Le solde de **2 862 350,03** euros du bénéfice distribuable reste au report à nouveau.

Le montant du dividende attaché à l'exercice clos le 31 décembre 2023 est de 1.201,34 € par action.

**II-ANNEXES**

**CADRE JURIDIQUE ET FAITS SIGNIFICATIFS**

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est une société anonyme régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Depuis le 1er janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement Européen CRR « Capital Requirements Regulation ».

En 2023, tous les paramètres économiques ont eu comme effet continu sur la majorité des transactions de leur faire atteindre le montant maximum du programme, et de générer une forte tension haussière sur la taille des transactions jusqu'au milieu de l'année.

L'exercice a consisté pour l'essentiel pour ESTER en une adaptation du portefeuille au regard des besoins haussiers de la majorité de ses clients, et d'une enveloppe contrainte, non seulement par sa limite exprimée en Euro, mais également par un taux de change défavorable, qui a renforcé le poids des transactions en USD dans le total de bilan d'Ester.

Parallèlement à cet environnement général, plusieurs éléments plus spécifiques sont venus peupler l'exercice 2023 d'ESTER :

- Retour de l'Euribor en territoire nettement positif ;
- Renchérissement mécanique du coût de financement des transactions, par la combinaison de la hausse des taux directeurs ;
- Mise en place de la syndication de programmes de la plateforme Corpequity via le FCT DemeTR : soit à titre individuel, soit de façon synthétique.

Enfin, l'exercice 2023 ne s'est toujours pas traduit par une hausse des défauts des débiteurs. Cependant, la conjonction de la guerre en Ukraine, de son impact majeur et immédiat sur les coûts de l'énergie, et de l'inflation globalisée, crédibilisent une vague de défaut à partir de 2024. ESTER a en l'occurrence poursuivi tout au long de l'exercice écoulé son travail de couverture des programmes décomptabilisants qui n'étaient pas déjà couverts par les assureurs-crédit.

En 2023, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a opéré à la syndication d'une partie de son portefeuille de créances commerciales, portant sur les créances de 28 programmes de titrisation. Avant la fin de l'année, 3 de ces programmes sont sortis de l'opération de syndication.

La stratégie qui a été mise en place consiste pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES à vendre une partie des créances commerciales de son bilan à un fonds et à ses compartiments (FCT DemetR), et à souscrire à la portion la plus junior de ces fonds afin de conserver l'essentiel du risque et des rendements. Cette vente d'actif et cette souscription junior visent à permettre au niveau du Groupe une syndication des créances auprès de nouveaux partenaires institutionnels en dehors du Groupe Crédit Agricole, de nouveaux partenaires bancaires, UE et hors UE.

Concernant l'activité, l'année 2023 a été marquée par 4 nouvelles opérations et 7 opérations qui ont pris fin.

L'encours total des créances commerciales ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève au 31 décembre 2023 à 9 114 millions d'euros contre 14 930 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ces créances commerciales portent sur 74 programmes, dont 36 programmes en devise.

L'encours total des parts de FCT ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève au 31 décembre 2023 à 5 653 millions d'euros contre 5 424 millions d'euros au 31 décembre 2022. Ces parts de FCT portent sur 51 programmes, dont 18 programmes en devise.

## PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit

### 1 CREANCES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires et comptes à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les créances sont inscrites au bilan pour un montant égal à leur coût d'acquisition. En date d'achat, une décote est appliquée au nominal des créances acquises dans le but de couvrir, d'une part les coûts de financement, et d'autre part le risque de défaut des débiteurs. Ces décotes représentent la différence entre le prix d'acquisition et le montant nominal des créances.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit ESTER FINANCE TECHNOLOGIES à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes ci-dessous. Les créances sont réparties entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

#### ***1.1 Encours sains***

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

#### **Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement**

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a constaté, au passif de son bilan, des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés individuellement.

Ces dernières visent à couvrir des risques identifiés pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement une probabilité de non-recouvrement partiel sur des encours non classés en douteux ou non dépréciés individuellement.

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

#### **Notion de perte de crédit attendue « ECL » (Expected Credit Loss)**

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit. Elle correspond à la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus. L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues

### Gouvernance et mesure des pertes de crédit attendues « ECL » (Expected Credit Loss)

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation externe et interne pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La mesure des ECL, en normes comptables françaises, est convergente avec les normes internationales IFRS.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

### Programmes Corporate

Le modèle de mesure des ECL, développé par le département des Risques, prévoit pour les programmes Corporate une approche par débiteurs, avec un provisionnement des pertes attendues sur la base des probabilités de défaut de Dun & Bradstreet complétées le cas échéant par des ratings internes pour certains débiteurs non notés par D&B. Le calcul est ajusté pour tenir compte des effets de backtesting et de concentrations individuelle et géo-sectorielle.

La formule de calcul intègre, pour chaque débiteur final, les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

### Programmes Mass market

Le raisonnement pour les programmes Mass Market est différent de celui des programmes Corporates développé ci-dessus. Ici, le raisonnement est fait par génération de créances et non plus par débiteur. L'objectif est d'estimer la perte à un horizon de perte déterminé (généralement 24 mois) sur chaque génération. Pour les générations plus récentes qui ne permettent pas d'observer un taux d'impayé à l'horizon de perte, des modèles sont mis en place afin de projeter la perte en fonction des derniers taux observés.

Si en cours de vie d'un programme, les pertes de crédit attendues calculées selon les modalités décrites ci-dessus et estimées en prenant en compte les garanties éventuelles deviennent supérieures à la valeur d'acquisition des créances, cet excédent de couverture fait l'objet d'une reprise constatée en intérêts et produits assimilés.

## ***1.2 Encours douteux et dépréciation***

Conformément au Titre 2 du livre II du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au risque de crédit, les encours douteux représentent les créances de toute nature présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ;
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré ;
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur des flux prévisionnels de remboursement estimés en prenant en compte les garanties éventuelles.

Conformément à l'article 2231-4 du même règlement, les encours étant composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'évaluation de la perte probable repose sur une estimation statistique des pertes prévisionnelles. Cette estimation tient compte des niveaux de pertes historiquement constatés ainsi que des évolutions constatées de nature à modifier les probabilités de pertes effectives.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

## 2 PORTEFEUILLE TITRES

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont classés en fonction de la nature du revenu et de l'intention de détention à la date d'acquisition.

La catégorie des titres de placement concerne la catégorie de titres qui ne sont pas inscrits dans les autres catégories possibles. Le portefeuille est comptabilisé à sa valeur d'acquisition. En date de clôture, le portefeuille est évalué pour la valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée pour la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values latentes ne sont jamais comptabilisées.

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de placement – Solde des opérations sur titres de placement » du compte de résultat.

De plus, pour les titres à revenu fixe une dépréciation destinée à prendre en compte le risque de contrepartie peut être comptabilisée dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

Les intérêts courus à la date de clôture sur le portefeuille titres à revenu fixe constituent des créances rattachées au compte de titres en contrepartie du compte de résultat.

## 3 COMPTES DE REGULARISATION

En application du principe de séparation des exercices, il convient de rattacher les produits et charges à l'exercice d'exécution.

Les charges constatées d'avance correspondent à des achats de biens ou services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement. Ces éléments sont soustraits des charges de l'exercice par l'intermédiaire d'un compte de régularisation.

Les produits à recevoir constituent des produits acquis mais non perçus par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES et dont le montant n'a pas été inscrit aux comptes de tiers débiteurs.

Les produits constatés d'avance sont des produits perçus ou comptabilisés avant que les prestations et fournitures les justifiant aient été effectuées ou fournies.

Les charges à payer correspondent à des dettes potentielles évaluées à l'arrêté des comptes d'ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ayant une vocation irrévocable à se transformer en dettes ultérieurement.

## 4 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les dettes sont inscrites au bilan pour leur valeur nominale.

## 5 PROVISIONS

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Les risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours rendent probables, entraînent la constitution de provisions.

Les flux de ces provisions figurent dans la rubrique « Coût du risque » du compte de résultat.

## **6 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)**

Conformément aux dispositions prévues par la IV<sup>ème</sup> directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres et à l'instruction de la Commission Bancaire 90-01, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ce poste est nul pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

## **7 OPERATIONS EN DEVISES**

Les actifs et passifs en devises sont convertis aux cours de change de fin d'exercice. Les pertes ou gains résultant de ces conversions, ainsi que les différences de change réalisées sur les opérations de l'exercice, sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique : « Gains ou pertes sur opérations du portefeuille de négociation – Solde des opérations de change ».

Dans le cadre de l'application du Titre 7 Comptabilisation des opérations en devises du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a mis en place une comptabilité multi-devises.

## **8 ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision pour risques et charges enregistrée au passif lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change.

## **9 INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES**

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle et sont étalés au compte de résultat selon la durée moyenne de recouvrement des créances estimée. Ce traitement s'applique de la même manière aux encours douteux.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

## **10 INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES**

Les charges sur engagements de financement liées aux lignes de liquidité font l'objet d'un enregistrement en intérêts et charges assimilées auprès des établissements de crédit.

Le coût de refinancement auprès des divers Fonds Communs de Titrisation est constaté en intérêts et charges assimilées auprès de la clientèle.

## **11 IMPOT SUR LES BENEFICES**

Seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, minoré des crédits d'impôt ; elle intègre l'impact de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3%. Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2023 s'élève à 25,83 %.

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

## INFORMATION SUR LE BILAN

### 1. Créances sur les établissements de crédit

Les comptes à vue sur les établissements de crédit correspondent aux flux versés en instance d'affectation ; certains programmes bénéficient d'un compte bancaire dédié.

Dans le cadre de la réglementation bancaire, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est soumise aux réserves obligatoires. De ce fait, chaque mois, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES constitue auprès de Crédit Agricole CIB un dépôt à terme du montant des réserves en respectant le calendrier de constitution établi par la BCE.

Le prêt de Crédit Agricole CIB correspond à une opération de prêt/emprunt mise en place dans le cadre des exigences réglementaires liées au NSFR.

### 2. Opérations avec la clientèle

Le poste Opérations avec la clientèle représente 82 programmes de titrisation passant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, dont :

- 42 programmes en devises
- 74 programmes de créances commerciales comprenant 36 programmes en devises

La baisse du volume des créances commerciales fait suite à l'opération de syndication mise en place par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES (Cf Faits marquants).

Le montant des encours de créances commerciales sur les programmes impliqués dans cette opération de syndication s'élevait, au 31 décembre 2022, à 5 242 millions d'euros. Le montant des parts juniors des FCT DemetR souscrites sur ces opérations s'élève à 1 343 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Les acquisitions de créances commerciales sont essentiellement réalisées avec des sociétés non financières.

Par ailleurs, les créances encaissées avant la période de collection proprement dite, qui seront imputées ultérieurement au remboursement des créances commerciales qu'elles soient déjà acquises ou non, sont inscrites en moins des comptes Clientèle – Créances commerciales.

Les « Autres crédits » sont réalisés avec la clientèle financière.

### 3. Obligations et autres titres à revenu fixe

La hausse du volume des titres de placement fait suite à l'opération de syndication mise en place par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES (Cf Faits marquants).

### 4. Comptes de régularisation et autres actifs

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres actifs</b>		
Dépôt de cautionnement clientèle	11 721 768	8 738 296
Acomptes d'IS	0	6 304 989
Débiteurs divers	776	10
<b>Total</b>	<b>11 722 543</b>	<b>15 043 295</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Charges constatées d'avance	7 811 915	7 911 697
Produits à recevoir	564 319	860 495
Comptes de régularisation des positions de change	10 691 566	10 067 315
<b>Total</b>	<b>19 067 800</b>	<b>18 839 507</b>

Les dépôts de cautionnement à la clientèle comprennent notamment un dépôt de :

- 11 702 016 € au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique ;
- 19 751 € au titre de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution.

Ces dépôts de garantie sont utilisables par les Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

Les comptes de régularisation des positions de change à l'actif et au passif se neutralisent.

### 5. Dettes envers les établissements de crédits

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>Comptes à vue</b>	<b>50 793 129</b>	<b>50 580 000</b>
Principal	50 000 000	50 000 000
• Dettes rattachées	793 129	580 000
<b>Emprunt Crédit Agricole CIB</b>	<b>4 500 000 000</b>	<b>4 000 000 000</b>
<b>Comptes à terme</b>	<b>48 822 950</b>	
<b>Total</b>	<b>4 599 616 079</b>	<b>4 050 580 000</b>

Les comptes à vue sont principalement composés de 50 millions d'euros de dépôt apporté courant 2018 par CACEIS BANK.

L'emprunt Crédit Agricole CIB correspond à une opération de prêt/emprunt mise en place dans le cadre des exigences réglementaires liées au NSFR.

### 6. Opérations avec la clientèle

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>Comptes à vue</b>	<b>5 000 000</b>	<b>5 303 527</b>
<b>Comptes à terme</b>	<b>15 520 267 779</b>	<b>21 348 831 491</b>
Dépôts auprès des FCT	15 352 158 654	21 203 644 644
Autres Dépôts	168 109 125	145 186 848
<b>Total</b>	<b>15 525 267 779</b>	<b>21 354 135 018</b>

Les comptes à vue sont principalement composés de 5 M€ de dépôt apporté.

Les comptes à terme sont représentatifs :

- Des dépôts reçus par les différents Fonds Communs de Titrisation
- Des autres dépôts correspondant notamment aux fonds de garantie reçus des clients.

L'ensemble des Fonds Communs de Titrisation est localisé en France.

### 7. Autres passifs et comptes de régularisation

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres passifs</b>		
TVA à Payer	29 505	30 227
Créditeurs divers	1 625	113
IS à payer - intégration fiscale	5 822 053	0
<b>Total</b>	<b>5 853 182</b>	<b>30 341</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Charges à payer	5 378 889	4 728 551
Produits constatés d'avance	10 155 336	10 101 297
Comptes de régularisation des positions de change	10 691 566	10 067 315
<b>Total</b>	<b>26 225 791</b>	<b>24 897 162</b>

La TVA à payer correspond à la TVA auto-liquidée sur les commissions de recouvrement des programmes pour lesquels les cédants sont situés hors France.

Les comptes de régularisation des positions de change à l'actif et au passif se neutralisent.

### 8. Provisions pour risques et charges

La provision liée aux encours est une enveloppe globale évaluée au niveau de plusieurs groupes d'actifs sur lesquels un risque de crédit, c'est-à-dire une perte probable, a été identifié mais n'a pas été affecté individuellement. Cette perte peut être démontrée par un ou plusieurs événements passés et susceptibles de générer une dépréciation.

## INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES n'octroie pas d'engagements de financements à ses clients cédants au sens de promesses de concours en trésorerie et n'enregistre donc pas d'engagements de financements donnés à la clientèle.

En revanche, ESTER FINANCE TECHNOLOGIES a un engagement d'acheter les créances que veulent lui transférer ses clients dès que les créances satisfont aux critères d'éligibilité définis contractuellement. Comme généralement les créances sont proposées à l'achat par les clients et achetées par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES le même jour et qu'aucune date d'arrêté comptable ne tombe entre ces deux événements, aucune écriture comptable ne reflète cet engagement d'acheter les créances commerciales.

### 1. Accords de refinancement reçus

Un contrat de crédit non tiré a été mis en place entre ESTER FINANCE TECHNOLOGIES et Crédit Agricole CIB, en date du 22 juillet 2013, pour un montant de 400 000 000 €.

Ce contrat de crédit non tiré est conclu pour faire face au risque encouru par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES en cas de non réception des sommes dues par ses cédants pour des raisons techniques, sans risque de crédit, sur une journée.

## INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

### 1. Intérêts et produits assimilés

Les intérêts perçus du cédant par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES, en contrepartie de son refinancement via le programme de titrisation, sont enregistrés en tant qu'intérêts d'escompte auprès de la clientèle et sont étalés au compte de résultat selon la durée moyenne de recouvrement des créances estimées. Dans le même temps, il a été constaté la reprise en produit net bancaire de 53,5 millions d'euros d'excédent de couverture.

Les intérêts sur comptes bancaires à vue et à terme, ainsi que les intérêts sur les parts de FCT, font également l'objet d'un enregistrement en intérêts et produits assimilés.

### 2. Intérêts et charges assimilées

Les intérêts sur les opérations avec la clientèle correspondent principalement aux intérêts versés par ESTER FINANCE TECHNOLOGIES aux Fonds Communs de Titrisation, qui sont tous domiciliés en France.

### 3. Commissions nettes

Montants en euros	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Nettes	Produits	Charges	Nettes
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	(5 476 361)	(5 476 361)	0	(5 738 351)	(5 738 351)
Sur opérations avec la clientèle	17 698 303	(84 592 554)	(66 894 251)	0	(91 586 320)	(91 586 320)
Sur prestations de services financiers	20 723 954	(30 770 141)	(10 046 186)	19 214 324	(29 188 333)	(9 974 010)
<b>Total</b>	<b>38 422 257</b>	<b>(120 839 056)</b>	<b>(82 416 798)</b>	<b>19 214 324</b>	<b>(126 513 004)</b>	<b>(107 298 681)</b>

Les commissions sur opérations avec la clientèle sont principalement constituées des commissions versées aux cédants en rémunération de leur prestation de recouvrement des créances.

En 2022, les primes versées aux assureurs (charges) ainsi que leurs refacturations à Crédit Agricole CIB (produits) ont été reclassées des autres produits et charges d'exploitation bancaire vers les commissions produits ou charges.

### 4. Gains ou pertes sur les opérations du portefeuille de négociation

Le résultat sur opérations de change porte sur les opérations en devises non couvertes (comptes bancaires et provisions en devises).

### 5. Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
Autres produits d'exploitation bancaire	7 150	2
Autres charges d'exploitation bancaire	(2 740 543)	(2 579 075)

En 2022, les primes versées aux assureurs (charges) ainsi que leurs refacturations à Crédit Agricole CIB (produits) ont été reclassées des autres produits et charges d'exploitation bancaire vers les commissions produits ou charges.

#### 6. Charges générales d'exploitation

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES n'emploie pas de personnel.

Ce poste enregistre notamment les impôts et taxes ainsi que les charges administratives.

Les impôts et taxes recouvrent la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (ORGANIC), la Contribution Economique Territoriale (CET) ainsi que diverses contributions versées aux organes de contrôle.

Au 31 décembre 2023, la contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) s'élève à 10 086 020,44 €.

#### 7. Cout du risque

Ce poste enregistre les mouvements :

- De dépréciation sur les créances commerciales douteuses,
- De la provision collective sur les risques liés aux encours

Montants en euros	31/12/2023	31/12/2022
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>(20 249 436)</b>	<b>(30 301 846)</b>
<i>Dépréciations de créances douteuses</i>	<i>(8 144 977)</i>	<i>(5 426 528)</i>
<i>Autres provisions et dépréciations</i>	<i>(11 706 459)</i>	<i>(23 988 063)</i>
<i>Pertes s/créances commerciales et titres couvertes</i>	<i>(335 327)</i>	<i>(470 334)</i>
<i>Pertes s/créances commerciales et titres non couverte</i>	<i>(62 674))</i>	<i>(416 921)</i>
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>33 479 873</b>	<b>21 737 831</b>
<i>Reprises de dépréciations de créances douteuse</i>	<i>11 372 696</i>	<i>1 732 480</i>
<i>Autres reprises de provisions et dépréciations</i>	<i>22 107 177</i>	<i>20 005 351</i>
<i>Récupération sur créances amorties</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>13 230 437</b>	<b>(8 564 015)</b>

#### 8. Impôts sur les bénéfices

Ce poste correspond à la charge courante d'impôt sur les sociétés, majorée de la contribution sociale sur les bénéfices.

Le taux d'impôt applicable au 31 décembre 2023 pour ESTER FINANCE TECHNOLOGIES s'élève à 25,83 % et la charge d'impôt s'élève à 69 522 763 €.

## AUTRES INFORMATIONS

### 1. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ne possède ni filiales ni participations.

### 2. CONSOLIDATION ET INTEGRATION FISCALE

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES est entrée dans le groupe d'intégration fiscale formée par Crédit Agricole S.A. le 1er janvier 2005.

La Société est consolidée selon la méthode de l'intégration globale chez Crédit Agricole CIB qui est elle-même consolidée dans le groupe Crédit Agricole S.A.

### 3. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES N'AYANT PAS CONCLU AVEC LA FRANCE DE CONVENTION D'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE EN VUE DE LUTTER CONTRE LA FRAUDE ET L'EVASION FISCALE PERMETTANT L'ACCES AUX RENSEIGNEMENTS BANCAIRES

ESTER FINANCE TECHNOLOGIES ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire qui n'a pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales permettant l'accès aux renseignements bancaires

#### 4. ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIES

POSTES	DESIGNATION DEL'ENTITE LIEE	MONTANTS EN (EUROS)
<b><u>BILAN</u></b>		
<b>ACTIF</b>		
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole CIB	5 200 353 16
Créances sur la clientèle	FCC groupe CACIB	147 468 645
Créances sur la clientèle	Crédit Agricole LF	1 700 801
Obligations et autres titres à revenu fixe	Crédit Agricole CIB	2 439 185
Obligations et autres titres à revenu fixe	Italasset	3 856 551 259
Obligations et autres titres à revenu fixe	FCT groupe CACIB	1 343 446 452
Comptes de régularisation	Crédit Agricole CIB	564 319
<b>PASSIF</b>		
Dettes sur les établissements de crédit	Crédit Agricole CIB	4 500 793 129
Dettes sur la clientèle	FCT groupe CACIB	15 352 158 654
Dettes sur la clientèle	CACEIS Bank Luxembourg	50 000 000
Autres passifs	Crédit Agricole S.A	5 822 053
Comptes de régularisation	Crédit Agricole CIB	7 900 336
<b><u>HORS BILAN</u></b>		
Engagements de Financements reçus	Crédit Agricole CIB	400 000 000
Garanties reçues	Crédit Agricole CIB	244 366 006
Garanties reçues	CAIRS Assurance	400 000 000
<b><u>COMPTE DE RESULTAT</u></b>		
<b>CHARGES</b>		
Intérêts et charges assimilés	Crédit Agricole CIB	7 621 340
Intérêts et charges assimilés	FCC Groupe CACIB	723 264 066
Intérêts et charges assimilés	CACEIS BANK Luxembourg	1 114 118
Commissions - Charges	CAIRS Assurance	2 388 417
Commissions – Charges	Crédit Agricole CIB	5 425 932
Commissions – Charges	Crédit Agricole LF	46 190
Commissions – Charges	Crédit Agricole LF (Espagne)	4 240
Pertes sur opérations du portefeuille de placement	Italasset	61 292
Pertes sur opérations du portefeuille de placement	FCT groupe CACIB	5 797 472
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole CIB	12 641
Autres charges d'exploitation bancaire	Crédit Agricole S.A	1 330 963
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole CIB	2 478 244
<b>PRODUITS</b>		
Intérêts et produits assimilés	Crédit Agricole CIB	77 275 618
Intérêts et produits assimilés	Italasset	250 104 256
Intérêts et produits assimilés	FCC groupe CACIB	2 346 627
Intérêts et produits assimilés	FCC groupe CACIB	111 160 356
Commissions – Produits	Crédit Agricole CIB	19 569 506
Commissions – Produits	FCT groupe CACIB	17 698 165

Deux mécanismes de sûretés existent actuellement entre ESTER FINANCE TECHNOLOGIES (EFT) et les FCT qui refinancent EFT par l'intermédiaire de leurs dépôts. Ils s'agit selon les programmes :

- D'un mécanisme de nantissement classique des actifs d'EFT au bénéfice des FCT en cas de défaut de remboursement par EFT du dépôt reçu. Ce nantissement n'est pas traduit dans les comptes puisque les actifs nantis sont les mêmes actifs qui sont refinancés par les FCT.
- D'un mécanisme de transfert des actifs d'EFT en pleine propriété aux FCT à titre de sûreté dans le cadre de l'article L211 - 38 du Code Monétaire et Financier. Comme l'engagement de garantie donné (octroi d'une garantie avec droit de réutilisation des actifs) et le transfert en pleine propriété des actifs ont lieu concomitamment, aucun engagement de hors bilan donné n'est comptabilisé ; conformément aux articles 2911-1 à 2931-1 du Règlement 2014-07 du 26/11/2014 (Plan Comptable des Etablissements de Crédit).

Au 31 décembre 2023, le montant des actifs donnés en garantie s'élevait à 3 826 millions d'euros et le montant des actifs donnés en garantie et remis en pleine propriété s'élevait à 11 468 millions d'euros.

**Rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**  
(Exercice clos le 31 décembre 2023)

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ESTER FINANCE TECHNOLOGIES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions de comité d'audit.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

***Référentiel d'Audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.  
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

***Justification des appréciations – Points clés de l'audit***

En application des dispositions des articles L.821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

***Vérifications spécifiques***

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L225-37-4 du code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 2 mai 2024

*Les commissaires aux comptes*

PriceWaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Laurent TAVERNIER

Matthieu PRECHOUX

Le **rapport de gestion** est tenu à la disposition du public au siège social de la société.